
États financiers du
Collège des médecins de famille
du Canada

31 mai 2021

Rapport de l'auditeur indépendant	1-2
État de la situation financière	3
État des résultats	4
État de l'évolution des capitaux propres	5
État des flux de trésorerie	6
Notes complémentaires	7-18

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du
Collège des médecins de famille du Canada

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Collège des médecins de famille du Canada (le « Collège »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mai 2021, et les états des résultats, de l'évolution des capitaux propres et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Collège au 31 mai 2021, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Collège conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Collège à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Collège ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Collège.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Collège.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Collège à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Collège à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés
Le 7 octobre 2021

Le Collège des médecins de famille du Canada

État de la situation financière

Au 31 mai 2021

		2021	2020
	Notes	\$	\$
Actif			
Actif à court terme			
Trésorerie		9 272 279	1 428 096
Encaisse affectée	2	80 698	162 992
Placements à court terme		1 000 000	2 500 000
Débiteurs		564 931	817 284
Frais payés d'avance et autres actifs à court terme		1 790 485	2 520 782
		12 708 393	7 429 154
Placements à long terme	3	29 295 992	25 654 947
Immobilisations	4	5 923 804	7 735 913
		47 928 189	40 820 014
Passif			
Passif à court terme			
Créditeurs et charges à payer	10	2 902 093	3 390 491
Fonds détenus pour les projets externes	2	80 698	162 992
Produits reportés	5	4 819 290	6 056 717
		7 802 081	9 610 200
Avantages sociaux futurs et avantages sociaux futurs autres que les prestations de retraite	6	1 804 800	2 282 400
		9 606 881	11 892 600
Capitaux propres			
Fonds de réserve	8	38 321 308	28 927 414
		47 928 189	40 820 014

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le Collège des médecins de famille du Canada

État des résultats

Exercice clos le 31 mai 2021

	Exercice clos le 31 mai 2021			Exercice clos le 31 mai 2020		
	Produits \$	Charges \$	Montant net \$	Produits \$	Charges \$	Montant net \$
Droits d'adhésion	26 611 004	–	26 611 004	24 503 276	–	24 503 276
Programmes NON financés par les droits d'adhésion						
Forum en médecine familiale	1 537 781	2 459 669	(921 888)	3 709 411	5 163 786	(1 454 375)
Participants Mainpro non membres	2 692 266	2 360 810	331 456	2 594 062	2 347 947	246 115
Autoapprentissage	2 159 216	1 286 462	872 754	1 746 013	1 112 995	633 018
Revenus de placement	3 666 460	–	3 666 460	239 000	–	239 000
	10 055 723	6 106 941	3 948 782	8 288 486	8 624 728	(336 242)
Certification et évaluation						
Examen de certification en médecine familiale	6 035 646	6 524 044	(488 398)	1 298 454	2 695 357	(1 396 903)
Certification en compétences additionnelles et examen de certification en médecine d'urgence	644 769	1 314 719	(669 950)	865 689	1 707 340	(841 651)
Voies alternatives et admissibilité à la certification Pearls	713 294	555 622	157 672	808 975	452 768	356 207
	7 393 709	8 394 385	(1 000 676)	2 973 118	4 855 465	(1 882 347)
Programmes de base pour les membres financés par les droits d'adhésion						
Développement professionnel continu	344 461	5 501 934	(5 157 473)	323 599	5 151 030	(4 827 431)
Revue Médecin de famille canadien	1 015 207	3 484 350	(2 469 143)	968 693	3 223 379	(2 254 686)
Politiques en matière de santé et relations gouvernementales	–	1 533 377	(1 533 377)	–	1 438 524	(1 438 524)
Éducation	–	4 028 156	(4 028 156)	–	3 635 948	(3 635 948)
Agrément	–	1 539 241	(1 539 241)	–	1 662 870	(1 662 870)
Recherche	9 162	2 365 072	(2 355 910)	7 724	2 358 298	(2 350 574)
Programmes et soutien à la pratique	613 547	5 072 845	(4 459 298)	28 286	3 924 842	(3 896 556)
Centre Besrour	16 580	1 150 539	(1 133 959)	67 024	940 441	(873 417)
Fondation pour l'avancement de la médecine familiale	72 482	1 423 575	(1 351 093)	–	990 826	(990 826)
Subventions salariales fédérales	2 673 634	–	2 673 634	–	–	–
	4 745 073	26 099 089	(21 354 016)	1 395 326	23 326 158	(21 930 832)
	48 805 509	40 600 415	8 205 094	37 160 206	36 806 351	353 855

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le Collège des médecins de famille du Canada
État de l'évolution des capitaux propres

Exercice clos le 31 mai 2021

	Investis dans des immobilisations	Non affectés	Fonds de réserve	2021 Total	2020 Total
Notes	\$	\$	\$	\$	\$
Capitaux propres, au début de l'exercice	7 735 913	(7 735 913)	28 927 414	28 927 414	28 892 559
Excédent des produits sur les charges	(2 864 621)	11 069 715	-	8 205 094	353 855
Réévaluations et autres éléments	-	-	1 188 800	1 188 800	(319 000)
Acquisitions d'immobilisations	1 052 512	(1 052 512)	-	-	-
Transferts	-	(8 205 094)	8 205 094	-	-
8					
Capitaux propres, à la fin de l'exercice	5 923 804	(5 923 804)	38 321 308	38 321 308	28 927 414

Draft

Le Collège des médecins de famille du Canada

État des flux de trésorerie

Exercice clos le 31 mai 2021

	2021	2020
Notes	\$	\$
Activités de fonctionnement		
Excédent des produits sur les charges	8 205 094	353 855
Amortissement	2 864 592	1 509 078
Perte sur cession	29	-
Avantages sociaux futurs et avantages sociaux futurs autres que les prestations de retraite (déduction faite des réévaluations et autres éléments de 1 188 800 \$ [2020 - (319 000) \$])	711 200	(501 900)
Variation des (gains) pertes non réalisés sur les placements	(2 436 457)	631 680
	9 344 458	1 992 713
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié au fonctionnement	9 (825 469)	(11 110 593)
	8 518 989	(9 117 880)
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(1 052 512)	(2 651 777)
(Augmentation) diminution des placements à long terme	(1 204 588)	(594 231)
Vente de placements à court terme	1 500 000	9 000 000
	(757 100)	5 753 992
Augmentation (diminution) de la trésorerie Trésorerie, au début de l'exercice	7 761 889	(3 363 888)
	1 591 088	4 954 976
Trésorerie, à la fin de l'exercice	9 352 977	1 591 088
Représentés par		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 272 279	1 428 096
Encaisse affectée	80 698	162 992
	9 352 977	1 591 088
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie		
Intérêts reçus	500 826	415 515

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le Collège des médecins de famille du Canada

Notes complémentaires

31 mai 2021

Fondé en 1954, le Collège des médecins de famille du Canada (le « Collège ») a été constitué en 1960 par une loi spéciale du Parlement et, en 1968, il a obtenu des lettres patentes aux termes de la *Loi sur les corporations canadiennes* et a été prorogé sous le régime de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* depuis le 1^{er} juin 2014. Le Collège a été créé afin de maintenir et d'accroître, par l'enseignement, la recherche et la publication de revues, la compétence professionnelle des membres de la profession médicale exerçant la médecine familiale au Canada.

Le Collège est un organisme sans but lucratif et, par conséquent, il est exonéré d'impôt, sous réserve du respect de certaines exigences de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

1. Principales conventions comptables

a) Mode de présentation

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif publiées par les comptables professionnels agréés du Canada, en utilisant la méthode du report pour la comptabilisation des cotisations affectées.

Les présents états financiers ne tiennent pas compte des résultats de fonctionnement ni des actifs et des passifs de chacune des sections provinciales du Collège (les « Sections »).

b) Produits

Les droits d'adhésion sont facturés aux membres sur une base annuelle, et la date de renouvellement est le 1^{er} juillet. Les nouveaux membres faisant leur adhésion au cours de l'année sont facturés des droits au prorata de la période allant de la date à laquelle ils ont fait leur adhésion au prochain 30 juin. Une approche similaire est en place à l'égard des participants Mainpro non membres. Les droits d'adhésion reportés représentent des fonds constatés d'avance reçus à titre de droits d'adhésion. Les produits liés aux examens, à la formation professionnelle, au Forum en médecine familiale et à d'autres éléments sont comptabilisés à titre de produits pour l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

c) Immobilisations

Les immobilisations sont constatées au coût, moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire comme suit :

Mobilier et agencements	15 ans
Matériel de bureau	5 ans
Matériel informatique	3 ans
Logiciels	3 à 8 ans
Améliorations locatives	Durée du contrat de location

Aux fins de la présentation des informations financières, les immobilisations sont comptabilisées comme suit : tous les biens meubles et immeubles ayant une durée de vie utile de plus de un an et un coût unitaire ou un coût total supérieur à 1 000 \$; toutes les améliorations locatives ayant une durée de vie utile de plus de un an et un coût total supérieur à 20 000 \$; et le développement de logiciels ayant une durée de vie utile de plus de un an et un coût supérieur à 5 000 \$ par projet seront inscrits à l'actif. Le matériel coûtant moins de 1 000 \$ est amorti à 100 % l'année de l'acquisition. Les immobilisations qui ne sont pas prêtes à être utilisées ne sont pas amorties.

1. Principales conventions comptables (suite)

d) Avantages sociaux futurs

Le coût des prestations de retraite gagnées par les salariés est établi par calculs actuariels selon la plus récente évaluation actuarielle effectuée aux fins de la capitalisation (et non une évaluation effectuée sur une base d'évaluation de la solvabilité, d'une liquidation ou d'une base similaire), en ce qui a trait à l'évaluation des obligations au titre des prestations de retraite de son régime à prestations définies. Une évaluation aux fins de la capitalisation est établie conformément aux lois et règlements sur les pensions, et elle sert généralement à établir les cotisations en trésorerie qui doivent être versées au régime.

Le Collège comptabilise :

- l'obligation au titre des prestations définies, déduction faite de la juste valeur des actifs du régime, et ajustée pour tenir compte de toute réduction de valeur, à l'état de la situation financière;
- les coûts du régime pour l'exercice.

e) Instruments financiers

Les actifs financiers du Collège sont composés d'encaisse, d'encaisse affectée, de placements à court et à long terme, de débiteurs et d'intérêts courus à recevoir. Les passifs financiers sont composés de créditeurs et charges à payer et de fonds détenus pour des projets externes.

Les actifs et les passifs financiers sont d'abord comptabilisés à leur juste valeur lorsque le Collège devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Par la suite, tous les instruments financiers sont évalués au coût amorti, sauf les titres de participation cotés sur les marchés actifs. Ceux-ci sont comptabilisés à la juste valeur. Le Collège utilise l'option de la juste valeur pour évaluer tous ses placements. Tout changement subséquent à la juste valeur est constaté dans l'état des résultats.

Les justes valeurs des placements sont déterminées comme suit : les titres à revenu fixe et les titres de participation sont évalués aux cours du marché en fin d'exercice lorsqu'ils sont disponibles. Si les cours du marché ne sont pas disponibles, les justes valeurs estimatives sont calculées en fonction de titres comparables. Les coûts de transaction sont passés en charges au moment où ils sont engagés.

f) Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits et des charges constatés. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Les domaines nécessitant l'utilisation d'estimations par la direction comprennent la provision pour créances douteuses, les charges à payer, les produits reportés, les avantages sociaux futurs et avantages sociaux futurs autres que les prestations de retraite et la charge d'amortissement.

2. Encaisse affectée

L'encaisse affectée comprend les montants détenus dans des comptes bancaires affectés à des dépenses admissibles liées à des projets externes.

Les montants détenus pour des projets externes se répartissent comme suit :

	2021	2020
	\$	\$
Recherche en éducation médicale continue	—	48 938
Initiatives visant le VIH	—	39 879
Coalition pour l'apprentissage des médecins et l'amélioration de la pratique	48 525	39 742
Association des directeurs de départements de médecine familiale du Canada	30 210	31 905
Family Medicine National Education Administrators (FMNEA)	1 963	2 528
	80 698	162 992

3. Placements à long terme

Les placements à long terme se répartissent comme suit :

	Valeur de marché	2021 Coût	Valeur de marché	2020 Coût
	\$	\$	\$	\$
Titres à revenu fixe	16 544 845	16 343 526	15 551 138	15 856 713
Portefeuille de titres de participation	12 751 147	7 636 803	10 103 809	6 919 028
	29 295 992	23 980 329	25 654 947	22 775 741

Le Collège détient des placements sous forme d'obligations et d'autres titres garantis par le gouvernement, dont les dates d'échéance varient, ainsi que des placements dans des titres de participation. Les taux de rendement de ces placements varient entre 0,2 % et 6,5 % (31 mai 2020 – 1,0 % et 6,5 %) par année.

Le Collège détient des titres qui sont exposés au risque du marché, au risque de taux d'intérêt et au risque de flux de trésorerie. Ces risques influenceront aussi les volumes futurs des rentrées de fonds, y compris les dividendes, les gains et pertes et le revenu d'intérêts.

La valeur des titres de participation varie selon les conditions du marché boursier, qui sont elles-mêmes influencées par la situation générale de l'économie et du marché. La valeur des titres variera en fonction des circonstances particulières au sein des gouvernements et des sociétés qui émettent ces titres.

3. Placements à long terme (suite)

La valeur des titres à revenu fixe augmente généralement quand les taux d'intérêt baissent et elle diminue lorsque les taux d'intérêt augmentent. Les variations des taux d'intérêt peuvent aussi influencer la valeur des titres de participation. Le Collège ne conclut aucun arrangement relativement à des instruments dérivés à des fins de couverture ou à des fins spéculatives.

L'information additionnelle sur les titres à revenu fixe se détaille comme suit :

	2021		2020	
	Valeur de marché \$	Rendement annuel %	Valeur de marché \$	Rendement annuel %
Durée jusqu'à échéance				
De 1 an à 3 ans	5 944 059	1,14	5 491 770	1,91
Plus de 3 ans	10 600 786	2,73	10 059 368	2,65
	16 544 845		15 551 138	

4. Immobilisations

	Coût \$	Amortissement cumulé \$	2021 Valeur comptable nette \$	2020 Valeur comptable nette \$
Matériel informatique et logiciels	13 976 602	8 413 282	5 563 320	7 042 958
Améliorations locatives	2 995 762	2 833 348	162 414	476 426
Matériel de bureau	714 889	618 252	96 637	104 294
Mobilier et agencements	174 009	72 576	101 433	112 236
	17 861 262	11 937 458	5 923 804	7 735 914

5. Produits reportés

Le Collège reporte des produits dans certains cas, lorsque ces montants ont été payés avant la fin d'un programme particulier, d'un examen ou d'un service à fournir. Ces montants seront comptabilisés comme des produits au moment où ils sont gagnés. Les produits reportés se détaillent comme suit :

	2021 \$	2020 \$
Droits d'adhésion	2 154 557	1 391 996
Frais d'examen	1 412 005	3 676 580
Autoapprentissage	903 312	479 689
Maintien de la compétence professionnelle (Mainpro) – non membres	191 976	96 805
Admissibilité à la certification Pearls	157 440	145 140
Forum en médecine familiale (FMF)	—	266 507
	4 819 290	6 056 717

6. Avantages sociaux futurs et avantages sociaux futurs autres que les prestations de retraite

Le Collège maintient, pour certains salariés, un régime de retraite qui prévoit le versement de prestations égales à la plus élevée d'une prestation selon un régime à prestations définies et celle d'un régime à cotisations définies. Le Collège offre aussi à certains salariés d'autres prestations complémentaires dans le cadre d'un régime non capitalisé. Les importantes hypothèses actuarielles suivantes ont servi à établir la charge de retraite périodique et l'obligation au titre des prestations constituées.

	Régime de pension agréé	Prestations complémentaires	2021 Avantages sociaux futurs autres que les prestations de retraite
Taux d'actualisation au début de l'exercice	4,95 %	4,95 %	2,00 %
Taux d'actualisation à la fin de l'exercice	4,95 %	4,95 %	
Taux de croissance hypothétique de la rémunération	3,85 %	3,85 %	
	Régime de pension agréé	Prestations complémentaires	2020 Avantages sociaux futurs autres que les prestations de retraite
Taux d'actualisation au début de l'exercice	4,30 %	4,30 %	2,00 %
Taux d'actualisation à la fin de l'exercice	4,95 %	4,95 %	2,00 %
Taux de croissance hypothétique de la rémunération	3,85 %	3,85 %	—

6. Avantages sociaux futurs et avantages sociaux futurs autres que les prestations de retraite (suite)

	Régime de pension agréé	Prestations complémentaires	Avantages sociaux futurs autres que les prestations de retraite	2021 Total
	\$	\$	\$	\$
Obligation au titre des prestations constituées, au début de l'exercice	10 320 100	1 996 300	1 320 000	13 636 400
Coûts des services	488 700	115 300	675 260	1 279 260
Charges d'intérêts	522 500	104 000	—	626 500
Prestations versées	(505 500)	(21 400)	(117 260)	(644 160)
Gain actuariel	(162 400)	(5 500)	—	(167 900)
Obligation au titre des prestations constituées, à la fin de l'exercice	10 663 400	2 188 700	1 878 000	14 730 100
Juste valeur du régime à la fin de l'exercice	12 925 300	—	—	12 925 300
Passif au titre des avantages sociaux futurs, à la fin de l'exercice	2 261 900	(2 188 700)	(1 878 000)	(1 804 800)

	Régime de pension agréé	Prestations complémentaires	Avantages sociaux futurs autres que les prestations de retraite	2020 Total
	\$	\$	\$	\$
Obligation au titre des prestations constituées, au début de l'exercice	10 026 400	1 813 100	1 955 000	13 794 500
Coûts des services	498 500	109 900	(527 719)	80 681
Charges d'intérêts	503 900	94 700	—	598 600
Prestations versées	(688 100)	(21 400)	(107 281)	(816 781)
Gain actuariel	(20 600)	—	—	(20 600)
Obligation au titre des prestations constituées, à la fin de l'exercice	10 320 100	1 996 300	1 320 000	13 636 400
Juste valeur du régime à la fin de l'exercice	11 354 000	—	—	11 354 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs, à la fin de l'exercice	1 033 900	(1 996 300)	(1 320 000)	(2 282 400)

La charge constatée à l'état des résultats pour l'exercice clos le 31 mai 2021 s'élevait à 27 845 \$ (2020 – 22 965 \$) pour le régime de retraite à prestations définies, à 567 661 \$ (2020 – 534 363 \$) pour le régime à cotisations définies et à 219 260 \$ (2020 – 204 560 \$) pour les prestations complémentaires.

7. Engagements découlant des contrats de location

Les paiements de loyer minimums futurs, y compris les impôts fonciers et les frais d'entretien s'appliquant aux locaux et au matériel de bureau exigibles aux termes de contrats de location-exploitation dont la durée est supérieure à un an, s'établissent comme suit :

	Matériel de bureau \$	Loyers des locaux, y compris les taxes et l'entretien \$	Total \$
2022	33 078	2 020 491	2 053 569
2023	30 058	2 064 815	2 094 873
2024	29 052	2 110 861	2 139 913
2025	29 052	2 158 698	2 187 750
2026	29 052	2 299 437	2 328 489
Par la suite	9 684	11 608 964	11 618 648
	159 976	22 263 266	22 423 242

8. Fonds de réserve

Le Fonds de réserve a été créé afin de couvrir les baisses imprévues des produits ou les hausses inattendues des frais d'administration et de fonctionnement du Collège. Ces fonds sont administrés par le Collège, par l'entremise du Comité de direction, en vertu de politiques établies et approuvées par le Conseil d'administration.

	2021 \$	2020 \$
Solde au début de l'exercice	28 927 414	28 892 559
Transfert des fonds suivants :		
Fonds non affecté		
Excédent des produits sur les charges avant les transferts de la réserve	8 205 094	353 855
Transfert du fonds de réserve, montant net, avant les éléments ci-dessous :	8 205 094	353 855
Transfert du fonds non affecté	1 188 800	(319 000)
Transfert au fonds de réserve, montant net	9 393 894	34 855
Solde à la fin de l'exercice	38 321 308	28 927 414

9. Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement lié au fonctionnement

	2021	2020
	\$	\$
Débiteurs	252 353	(20 904)
Frais payés d'avance et autres éléments d'actif à court terme	730 297	(840 250)
Créditeurs et charges à payer	(488 398)	(315 169)
Fonds détenus pour les projets externes	(82 294)	39 556
Produits reportés	(1 237 427)	(9 973 826)
	(825 469)	(11 110 593)

10. Créditeurs et charges à payer

Les créditeurs et charges à payer comprennent un montant de néant (2020 – néant) relatif à des sommes à remettre à l'État.

11. Éventualités et garanties

Le Collège est exposé à des litiges possibles par le biais de ses divers programmes. Même si le Collège n'est partie à aucun nouveau litige à l'heure actuelle, une provision suffisante a été constituée pour ces questions et par conséquent, la décision finale ne devrait pas avoir un effet important sur son fonctionnement ou sa position financière.

Le Collège a accordé une indemnisation en vertu des contrats de location pour l'utilisation de diverses installations de fonctionnement. Selon les modalités de ces contrats, le Collège accepte d'indemniser les contreparties relativement à divers éléments, y compris, sans s'y limiter, tous les passifs, toutes les pertes, toutes les poursuites judiciaires ainsi que tous les dommages survenus pendant ou après la durée du contrat. Le montant maximal de tout paiement futur potentiel ne peut être raisonnablement estimé.

Le Collège a convenu d'indemniser tous ses administrateurs et/ou dirigeants, employés, bénévoles ou membres de tout comité dûment constitué du Collège relativement à divers éléments, y compris, sans s'y limiter, tous les coûts engagés relativement à des poursuites ou à des procédures judiciaires en raison d'une association avec le Collège, sous réserve de certaines restrictions. Le Collège a souscrit une assurance responsabilité civile des administrateurs et des dirigeants pour réduire le coût de toute poursuite ou procédure judiciaire future potentielle. La durée de l'indemnisation n'est pas définie de façon explicite, mais est limitée à la période pendant laquelle la partie indemnisée a agi comme administrateur, dirigeant, employé, bénévole ou membre de tout comité du Collège. Le montant maximal de tout paiement futur potentiel ne peut être raisonnablement déterminé.

Dans le cours normal de ses activités, le Collège a conclu des accords qui incluent des engagements d'indemnisation en faveur de tierces parties, des accords de commercialisation, des ententes de confidentialité, des lettres-contrats avec des conseillers et des consultants, des ententes d'impartition, des contrats de location, des contrats relativement à la technologie de l'information et des ententes de service. Ces accords d'indemnisation peuvent exiger du Collège qu'il indemnise les contreparties relativement à des pertes encourues par les contreparties par suite de violations de déclarations et de réglementations ou en raison de réclamations ou de sanctions légales dont la contrepartie ferait l'objet par suite de l'opération. La durée de ces indemnités n'est pas définie de façon explicite, et le montant maximal de tout remboursement potentiel ne peut être raisonnablement estimé.

11. Éventualités et garanties (suite)

La nature de ces engagements d'indemnisation empêche le Collège de faire une estimation raisonnable de l'exposition maximale en raison de la difficulté d'évaluer le montant de la responsabilité qui découle de l'imprévisibilité des événements futurs et de la couverture illimitée offerte aux contreparties.

Par le passé, le Collège n'a pas eu à faire des paiements importants en vertu de ces engagements d'indemnisation ou d'engagements similaires et par conséquent, aucun montant n'a été constitué à cet égard dans les états financiers.

12. Opérations entre apparentés

Le Collège répond aux exigences financières relatives aux salaires et aux frais de fonctionnement de la Fondation pour l'avancement de la médecine familiale (la « FAMF »). Le Collège a un conseil d'administration séparé et distinct qui fait ses demandes à la FAMF en ce qui a trait aux collectes de fonds pour satisfaire aux priorités du Collège; la FAMF établit la faisabilité de ces demandes avant d'accorder son approbation. Le Collège a un intérêt économique dans la FAMF, puisque cette dernière collecte et sollicite des fonds pour divers projets entrepris par le Collège.

La FAMF a été créée en 1994 et a obtenu des lettres patentes aux termes de la *Loi sur les corporations canadiennes* et a été prorogée sous le régime de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* depuis le 1^{er} juin 2014. La FAMF a pour mandat de rechercher activement des sources de financement en vue de promouvoir, à un niveau élevé, la science, l'art et la pratique de médecine familiale. La FAMF est un organisme de bienfaisance enregistré et, par conséquent, elle est exonérée d'impôt, sous réserve du respect de certaines exigences de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Au cours de l'exercice clos le 31 mai 2021, le Collège a versé des montants de néant (2020 – 11 500 \$) au titre du programme de Prix et bourses de la Fondation, de néant (2020 – néant) en frais juridiques et de néant (2020 – 93 699 \$) pour la quote-part, en vertu d'une politique approuvée par le conseil d'administration, de l'excédent généré par le Forum en médecine familiale. En outre, le Collège a engagé un montant de 791 069 \$ (2020 – 567 399 \$) au titre des frais d'administration et de fonctionnement et des charges partagées au nom de la Fondation. Les opérations entre apparentés sont évaluées à la valeur d'échange.

13. Méthode de la capitalisation du coût entier

Répartition des charges et des produits centralisés et partagés

Le Collège répartit ses charges et ses produits centralisés et partagés sur une base fonctionnelle selon chacun des programmes offerts par le Collège aux membres et aux autres parties intéressées. Cette méthode est décrite dans les principes budgétaires, qui sont revus annuellement par le conseil d'administration. La répartition se déroule en plusieurs étapes :

Étape 1 :

Les charges et les produits de conception et de développement liés à la certification et à l'évaluation sont répartis entre les programmes suivants, selon le ratio des charges directement attribuables au programme en question par rapport au total des charges et des produits directement attribuables aux programmes.

- Examen de certification en médecine familiale
- Certification en compétences additionnelles (incluant l'examen de compétence additionnelle en médecine d'urgence)
- Voies alternatives et admissibilité à la certification Pearls

13. Méthode de la capitalisation du coût entier (suite)

Répartition des charges et des produits centralisés et partagés (suite)

Étape 2 :

Les charges et les produits liés au développement professionnel continu sont répartis entre les programmes suivants, selon le ratio du nombre de participants Mainpro+ non membres (PMNM) par rapport au nombre de membres qui doivent satisfaire aux exigences Mainpro+ des organismes de réglementation professionnelle et aux exigences requises pour demeurer membre du Collège.

- PMNM
- Charges liées au développement professionnel continu des membres

Étape 3 :

Les charges centralisées et partagées sont réparties entre les PMNM et les membres selon le ratio du nombre de PMNM par rapport au nombre de membres.

Étape 4 :

Les charges et les produits centralisés et partagés répartis entre les membres à l'étape 3 sont ensuite répartis de nouveau entre les programmes suivants, selon le ratio des charges et des produits directement attribuables au programme en question par rapport au total des charges et des produits directement attribuables aux programmes.

- Examen de certification en médecine familiale
- Certification en compétences additionnelles et examen de médecine d'urgence
- Voies alternatives et admissibilité à la certification Pearls
- FMF – Forum en médecine familiale
- Participants Mainpro non membres
- Autoapprentissage
- Développement professionnel continu
- Revue Médecin de famille canadien
- Politiques en matière de santé et relations gouvernementales
- Éducation
- Agrément
- Recherche
- Programmes et soutien à la pratique
- Centre Besrour
- Fondation pour l'avancement de la médecine familiale

13. Méthode de la capitalisation du coût entier (suite)

Répartition des charges et des produits centralisés et partagés (suite)

Les charges et les produits centralisés et partagés comprennent :

- Gouvernance et stratégie, y compris :
 - le bureau de la chef de la direction
 - d'autres réunions et événements (excluant le FMF)
- Services aux membres, y compris :
 - les services de marketing et d'adhésion
 - les communications
- Services généraux, y compris :
 - les ressources humaines
 - les finances et la gestion des actifs
- Technologies de l'information – solutions d'infrastructure et d'affaires combinées

Les tableaux suivants présentent la répartition des charges centralisées et partagées.

	Certification et évaluation	Programmes non financés par les droits d'adhésion	Programmes de base pour les membres	2021 Total
	\$	\$	\$	\$
Services aux membres	1 070 781	1 130 718	3 325 478	5 526 977
Gouvernance et stratégie	360 805	381 001	1 120 537	1 862 343
Services généraux	979 128	1 033 936	3 040 835	5 053 899
Technologies de l'information	780 843	824 551	2 425 030	4 030 424
Total	3 191 557	3 370 206	9 911 880	16 473 643

	Certification et évaluation	Programmes non financés par les droits d'adhésion	Programmes de base pour les membres	2020 Total
	\$	\$	\$	\$
Services aux membres	592 504	1 410 986	2 846 448	4 849 938
Gouvernance et stratégie	229 640	546 865	1 103 215	1 879 720
Services généraux	416 607	992 107	2 001 424	3 410 138
Technologies de l'information	443 626	1 056 450	2 131 227	3 631 303
Total	1 682 377	4 006 408	8 082 314	13 771 099

13. Méthode de la capitalisation du coût entier (suite)

Les tableaux suivants présentent la répartition des produits centralisés et partagés.

	Certification et évaluation	Programmes non financés par les droits d'adhésion	Programmes de base pour les membres	2021 Total
	\$	\$	\$	\$
Services aux membres	99 811	135 746	27 963	263 520
Gouvernance et stratégie	45 451	61 815	12 734	120 000
Services généraux	59 297	80 646	16 613	156 556
Total	204 559	278 207	57 310	540 076

	Certification et évaluation	Programmes non financés par les droits d'adhésion	Programmes de base pour les membres	2020 Total
	\$	\$	\$	\$
Services aux membres	62 668	174 706	29 411	266 785
Gouvernance et stratégie	14 094	39 291	6 615	60 000
Services généraux	38 001	105 942	17 834	161 777
Total	114 763	319 939	53 860	488 562

14. Reclassement

Les produits et les charges présentés dans les états financiers de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle des états financiers de l'exercice considéré.